



# L'IMPÉRIALISME DU CAPITAL FINANCIER ET LES « GUERRES COMMERCIALES »



Dossier N°7 de Tricontinental  
Août 2018

*\*Traduit par Jacques Boutard, édité par Fausto Giudice, [Tlaxcala](#)*



Jacky Muniello / Soy Migrante

De tous les dirigeants mondiaux, Donald Trump est le plus imprévisible. Il semble mépriser l'ordre ancien, les mécanismes de la mondialisation soigneusement mis en place par le camp impérialiste après la chute de l'URSS et du projet tiers-mondiste. Le deuxième jour de son mandat, Trump a signé un décret visant à renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et à mettre fin au Partenariat transpacifique (PPT). Il a ensuite imposé sur les produits de base essentiels des droits de douane qui vont impacter l'Union européenne et la Chine, de même que le Canada et le Mexique.

Les USA accusent de très importants déficits commerciaux. Le déficit US-américain du commerce des biens et services pour 2017 était de 566 milliards de dollars (rien que pour les marchandises, ce déficit était de 810 milliards de dollars). À 375 milliards de dollars, le déficit commercial avec la Chine est le plus élevé. Trump dit vouloir réduire ces déficits par des mesures protectionnistes, en taxant divers produits chinois comme l'acier et l'aluminium.

Trump a promis de « rendre sa grandeur à l'Amérique ». Ce slogan a dominé sa campagne, et aujourd'hui sa présidence. On lui a beaucoup pardonné ses fanfaronnades en raison de la valeur émotionnelle qui s'y attachait — il laissait espérer que Trump allait prendre des mesures pour protéger l'économie des USA et enrayer le déclin du niveau de vie des US-Américains. Deux ans après son investiture, il y a peu de signes d'amélioration. Les inégalités restent la caractéristique de l'économie US : selon de nouvelles statistiques officielles, les PDG peuvent gagner

jusqu'à mille fois plus que leurs employés. La fortune de Jeff Bezos, le PDG d'Amazon, se monte à 127 milliards de dollars, autant que ce que possèdent 2,3 millions d'US-Américains (il empoche le salaire médian d'un employé d'Amazon toutes les neuf secondes). Impossible de proposer que de telles d'inégalités représentent la grandeur de l'Amérique. Les casquettes rouges des partisans de Trump sont faciles à produire, mais le fait qu'elles puissent être fabriquées au Bangladesh, en Chine et au Vietnam — c'est souvent le cas — est une pilule dure à avaler.

À l'Institut Tricontinental de Recherche Sociale, nous nous sommes interrogés sur la substance de ces « guerres commerciales » qui ont éclaté entre alliés. Leur spécificité n'apparaît pas toujours clairement dans les discussions sur les taxes douanières. Nous avons demandé l'aide de Prabhat Patnaik, professeur émérite au Centre d'études économiques et de planification de l'École des sciences sociales de l'Université Jawaharlal Nehru (JNU) à New Delhi (Inde). Le professeur Patnaik est l'un des plus grands économistes marxistes de notre époque. Il est l'auteur d'un certain nombre de textes clés, notamment *Time, Inflation and Growth* (1988), *Economics and Egalitarianism* (1990), *Whatever Happened to Imperialism* (1995), *Accumulation and Stability Under Capitalism* (1997), *The Retreat to Unfreedom* (2003), *The Value of Money* (2008), *Re-Envisioning Socialism* (2011) et (avec Utsa Patnaik) *The Theory of Imperialism* (2016). Le professeur Patnaik a été vice-président du Planning Board of Kerala (2006-2011) et est le rédacteur en chef de la revue *Social Science*. Il collabore régulièrement à *People's Democracy*. L'entretien que nous avons eu avec lui complète ce dossier.





Jacky Muniello / Soy Migrante

# *L'hégémonie de la finance mondiale*

*Au prime abord, que penses-tu des « guerres commerciales » initiées par Trump ? S'agit-il d'un réel changement de politique, ou est-ce que cela cache autre chose ?*

Je pense que tout ce qu'il s'est dit sur le protectionnisme de Trump part d'un faux constat. On nous le présente comme une crapule qui déclenche sans le moindre avertissement une guerre commerciale dans un monde parfaitement serein. Il ne s'agit pas du tout de cela. Tout le monde capitaliste est plongé depuis longtemps dans une grave crise, qui est l'aboutissement du néolibéralisme. La bourgeoisie libérale dominante refuse de le reconnaître, ou elle ne le fait qu'à contre-cœur. Trump, lui, le reconnaît, à sa manière fasciste. Il en rend responsables les « Autres », c'est à dire les Mexicains, les Chinois, les Musulmans, mais pas le système. Et c'est le fait même qu'il le reconnaît qui a poussé le peuple US-américain à élire président un personnage aussi répugnant.

On ne peut pas comprendre Trump et sa politique sans tenir compte de cette crise. Pour l'Amérique, Trump veut résoudre cette crise provoquée par le néolibéralisme, *sans sortir du cadre strict du néolibéralisme*, c'est à dire sans violer sa caractéristique essentielle, à savoir, la libre circulation des capitaux au niveau mondial.

Il est nécessaire de préciser les mécanismes par lesquels le néolibéralisme a engendré la crise. Le néolibéralisme a entraîné une augmentation globale des revenus du capital au détriment des salaires. Un tel glissement crée toujours une tendance *ex ante* [avant les faits] menant à une crise économique mondiale de surproduction. Cette tendance a été bridée par les bulles de l'Internet et de l'immobilier aux USA. L'éclatement successif de ces bulles a transformé la crise *ex ante* en crise *ex post* [après les faits]. Puisque la finance mondialisée désapprouve l'intervention de l'État dans la « gestion de la demande » préconisée par Keynes, cette crise ne peut être compensée dans le cadre néolibéral que par l'émergence d'une nouvelle bulle. Mais ce genre de bulles ne se font pas sur commande, et, même si elles émergent, elles crèvent inévitablement, ce qui entraîne une nouvelle crise.

Trump essaie de sortir de cette situation en agrandissant le déficit budgétaire, ce que les USA peuvent faire en relative impunité dans la mesure où leur devise est considérée comme « valant de l'or » (et aussi accessoirement parce qu'ils ont augmenté leur taux d'intérêt récemment, en promettant d'autres hausses ultérieurement, ce qui aspire les capitaux du monde entier vers les USA) ; mais pour éviter que ces soutiens à la demande ne « fuient » et ne fassent qu'entraîner la création d'emplois à l'étranger au prix d'un creusement de la dette extérieure des USA, le protectionnisme devient une nécessité pour les USA.

L'intervention de Trump n'est donc pas celle d'un déséquilibre



qui évoluerait dans un environnement libéral par ailleurs bienveillant ; au contraire, elle est tout à fait cohérente. Mais cette politique du « chacun-pour-soi » risquerait de ne pas fonctionner, partant du principe erroné que les autres pays ne riposteraient pas.

Trump suggère donc aux autres grandes puissances de ne pas riposter, mais plutôt de relancer leur propre économie en augmentant leurs propres dépenses militaires. Mais de telles dépenses de leur part aggraveraient la fuite des capitaux de leur économie, suscitant une augmentation de leurs taux d'intérêt, ce qui réduirait à néant toute reprise économique. Devant cette absence de reprise, au lieu de capituler devant le protectionnisme US, elles-mêmes deviendraient protectionnistes, ce qui ferait capoter la stratégie de Trump.

Je considère les tarifs douaniers principalement comme une réponse à la crise interne aux USA, crise dont la gravité ne doit pas être sous-estimée, bien qu'ils aient aussi d'autres effets simultanés. Pour ne mentionner qu'un seul indicateur de la profondeur de la crise, ces dernières années, le taux de mortalité chez les travailleurs US blancs de sexe masculin dépasse celui de tout autre pays occidental non belligérant. Cette mortalité élevée provient de l'insécurité et de la perte de confiance en soi provoquée par le chômage, qui pousse les gens à abuser de la drogue et de l'alcool.

Certains pensent que l'automatisation est la cause de la crise. L'automatisation, ou de manière plus générale les innovations

technologiques permettant des économies de main-d'œuvre, est un trait récurrent du capitalisme, qui est *invariablement miné par le chômage*. Mais la mondialisation a évidemment aggravé la situation de l'emploi aux USA quand le capital US a délocalisé ses sites de production vers des pays où la main-d'œuvre est moins chère.

**Que sont les contrôles de capitaux ?** Les contrôles de capitaux sont des mesures prises par les gouvernements pour réguler la circulation des capitaux qui entrent dans le pays ou en sortent. Ces contrôles comprennent des taxes sur les transactions, des exigences de séjour minimum, des plafonds à la quantité de devises qu'on fait entrer ou sortir du pays, etc. Une version à usage interne du contrôle des capitaux serait une Taxe sur les Transactions Financières pour toutes les transactions boursières, les opérations sur les obligations ou les produits dérivés.

*À ce propos, est-ce que ces manœuvres de Trump représentent un éloignement durable du système actuel de libre-échange, ou ne sont-elles qu'une posture électorale provisoire ?*

Considérer ces politiques comme une posture électorale provisoire, c'est sous-estimer la crise du capitalisme, qui est aussi une crise existentielle du système — dont la résurgence actuelle du fascisme est une manifestation. Le système ne peut pas poursuivre sur cette lancée. Trump pense que le système peut être sauvé en modifiant le « libre-échange » mais en ne touchant pas à la « libre circulation des capitaux. C'est faux, car il ne peut pas y avoir d'expansion économique mondiale

dans le monde actuel d'États-nation sans l'instauration de *contrôles des capitaux*.

Mais Trump semble avoir pris conscience, de manière implicite, de la nécessité d'un changement durable, mais que ses critiques libéraux jugent purement futile et fantasmé.

*Trump et ses conseillers croient que cette nouvelle politique permettra aux USA de retrouver les emplois industriels qu'ils ont perdu au cours de trente dernières années. Penses-tu qu'il soit possible que les USA retrouvent ces emplois ?*

La stratégie de Trump pourrait marcher si d'autres pays acceptaient sa politique du « chacun pour soi ». Mais il est évident qu'ils ne sont pas prêts à le faire. Ainsi, même s'il peut sembler que sa stratégie marche pour le moment, cela va changer quand ils passeront à la contre-attaque. Et quand cela arrivera, l'existence même d'une « guerre commerciale va refroidir les velléités des capitalistes d'investir dans l'économie mondiale, ce qui entraînera une aggravation de la crise.

*Tu as critiqué l'opinion selon laquelle cette nouvelle guerre commerciale pourrait avoir pour effet une « démondialisation ». Pourquoi penses-tu que ce retrait apparent du système mondialisé n'est pas susceptible de générer l'autarcie ?*

Pour moi l'essence même de la mondialisation actuelle, c'est la mondialisation de la finance. C'est en cela qu'elle diffère de toutes les phases précédente de la mondialisation, et

qu'elle a un lourd impact sur la nature de l'État : l'État qui reste un État-nation est obligé d'accéder aux demandes de la finance mondialisée (car sinon il y aurait fuite des capitaux et il s'en suivrait une crise financière dans le pays concerné). Même dans le cas de protectionnisme dans les mouvements des *marchandises*, cela en soi ne changerait pas d'un iota le caractère hégémonique de la finance mondialisée. *Aucun dirigeant de puissance occidentale* n'a jusqu'à présent fait allusion à un contrôle des capitaux ; donc, selon moi, ces rumeurs de « démondialisation » n'ont aucun fondement.



Jacky Muniello / Soy Migrante

# Chine et USA

*Raghuram Rajan, ancien économiste en chef du Fonds Monétaire International (FMI) et ancien directeur de la Banque de réserve de l'Inde, a déclaré que la Chine et les États-Unis sont dans une étreinte mortelle et que leurs relations mutuelles sont instables et dangereuses. Partages-tu ce point de vue ?*

Je n'accepte pas cette formulation. Ce sont les *capitaux US* qui ont délocalisé la production en Chine pour augmenter leurs profits. La question n'est donc pas « Amérique contre Chine », mais « Amérique contre capitaux américains ». À cause de la détresse sociale et de la colère que cela a généré, particulièrement pendant la longue crise économique que nous vivons, Trump, par son protectionnisme, essaie de limiter dans une certaine mesure les avantages qui incitent les financiers US à délocaliser la *production* à l'étranger, mais pas à freiner le libre mouvement des capitaux US ou, plus exactement, internationaux. Et pour compenser les pertes que devront subir les capitalistes US, *il offre une réduction substantielle de la fiscalité des entreprises*. C'est pourquoi je mets l'accent sur le capital US dans mon analyse.

*La mollesse apparente de l'économie des USA aura-t-elle un impact sur la politique chinoise ? Comment envisages-tu la réaction chinoise à l'attaque de Trump — hormis leur première réaction, qui a été d'augmenter à leur tour les droits de douane ?*

Il est clair que la Chine, si elle veut maintenant son rythme de croissance, devra non seulement augmenter ses tarifs douaniers, mais aussi s'appuyer davantage sur son marché intérieur. Cela demanderait plus de dépenses gouvernementales, un taux de croissance de l'agriculture plus élevé, et une redistribution plus égalitaire des revenus en Chine même. Ce sont là des politiques traditionnellement associées au socialisme (à supposer que le gouvernement investisse dans l'enseignement, la santé et les services sociaux). Ainsi, les ajustements que la Chine serait obligée de faire à cause des mesures de Trump pourraient avoir l'effet de pousser la Chine vers une politique plus socialiste. Ce serait, à mon avis, une excellente nouvelle.

La Chine a un gros avantage à cet égard : elle peut, à peu de frais, effectuer une transition vers une politique orientée vers son marché intérieur. C'est que, contrairement à l'Inde, elle n'a jamais été complètement ouverte au libre flux des capitaux financiers. Ceci exclut donc toute fuite de capitaux pendant la transition. Et aussi, contrairement à l'Inde, sa balance des transactions courantes est excédentaire, de sorte qu'elle n'aurait pas à financer un déficit courant pendant la période de la transition.

À mon avis, l'opposition à une telle transition de la Chine vers une orientation plus égalitaire sera de nature politique, du fait des pressions exercées par sa classe moyenne urbaine émergente. Celle-ci, toujours prête, comme son équivalent indien, à saisir des opportunités à l'Ouest, a été l'un des principaux bénéficiaires de la croissance rapide de la Chine, et a un préjugé anti-égalitaire.

# *L'impérialisme du dollar*

*Il y a quelques années, Peter Gowan a écrit sur le thème du Régime Dollar-Wall Street et du Seigneuriage du Dollar — selon lequel le dollar et Wall Street se renforcent mutuellement et le seigneuriage du dollar a permis aux USA d'accumuler de vastes déficits tout en permettant au système financier US de devenir la principale source mondiale de crédit. Est-ce que CE système est toujours en vigueur à l'heure actuelle ?*

Malgré l'annonce par Trump de mesures protectionnistes et l'augmentation du déficit budgétaire, les USA, qui auraient dû déprécier le dollar, aspirent des capitaux du monde entier. Cette dynamique entraîne une appréciation du dollar. Bien sûr, il y a eu une augmentation des taux d'intérêt US, et d'autres augmentations sont prévues. Mais cela me fait penser que, dans l'économie mondiale, le rôle du dollar comme support stable pour ceux qui détiennent les richesses reste intact. Et la puissance intacte du dollar implique aussi la puissance intacte de Wall Street.

*Penses-tu que si Trump poursuit cette politique, le rôle du dollar comme devise principale du monde et le rôle de Wall Street comme principale source de crédit pourraient être à nouveau sérieusement envisagés ?*

Le rôle du dollar, et le rôle de Wall Street qui lui est associé, se pose parce que l'économie du monde capitaliste a besoin d'un

support stable pour ses richesses, et qu'il n'y a aucune autre monnaie qui puisse jouer ce rôle pour le moment. L'euro, qui a toujours été secondaire par rapport au dollar, a semblé un moment être en mesure de relever ce défi, mais il a perdu de sa vigueur.

Bien sûr, la confiance de n'importe quel acteur dans la stabilité d'une monnaie vient de ce qu'il ou elle croit que tout le monde croit à cette stabilité. En d'autres termes, un instinct moutonnier intervient, mais cet instinct moutonnier n'est pas arbitraire, autrement dit, il ne peut pas s'appliquer à *n'importe quelle devise*. Pour qu'une devise soit considérée comme « valant de l'or », elle doit posséder certaines caractéristiques. Le pays auquel elle appartient doit assurer sur son territoire la sécurité des rapports de propriété capitalistes. Il doit aussi être assez puissant pour assurer, par ses interventions, y compris militaires, la sécurité des rapports de propriété capitalistes ailleurs dans le monde. De même, il doit être capable de prévenir toute menace inflationniste sur sa monnaie (de façon à ce que les gens ne l'abandonnent pas en faveur du vrai or, qu'elle continue à « valoir de l'or ») en maintenant une réserve adéquate de main-d'œuvre et en imposant une « déflation des revenus » aux producteurs des produits de base par un régime économique mondialisé, appuyé par sa puissance militaire. Et ainsi de suite. En d'autres termes, il doit être la puissance impérialiste dominante, le bastion ou la base arrière du capitalisme mondial. Les USA continuent de remplir ce rôle, ce qui explique que leur monnaie est considérée comme « valant de l'or », nonobstant leurs difficultés économiques et leurs virages politiques. Ils



continueront de le remplir dans un avenir prévisible.

Paradoxalement, après l'implosion de la bulle immobilière, alors qu'une crise financière éclatait, avec les USA à son épicerie, des capitaux du monde entier ont afflué vers les USA et non pas vers l'extérieur, comme si les financiers pris de panique refluaient directement sur leur base arrière. De même, aujourd'hui, les USA sont inondés de capitaux étrangers. Le fait qu'ils soient la base arrière de la finance est ainsi lié à des facteurs plus profonds que leur simple politique ou leurs performances.

**Qu'est-ce que l'impérialisme?** Patnaik écrit : « L'impérialisme implique la suppression, la suppression nécessaire, **des peuples du tiers monde, des masses ouvrières**, par l'action du capitalisme des métropoles. Cette suppression des travailleurs du tiers monde par le capitalisme des métropoles n'est pas une quelconque conspiration clandestine : elle fait partie intégrante du **modus operandi** du capitalisme. C'est donc une erreur que de vouloir identifier l'impérialisme avec des coups d'État militaires ou des interventions militaires effectuées par des pays capitalistes avancés ou par leur leader, les USA. L'impérialisme, s'il est souvent responsable de telles interventions, ou pratique la « diplomatie de la canonniers », n'est pas **identifiable** à cette « diplomatie de la canonniers ». Donc, le fait que, dans la période récente, on ne puisse citer aucun coup d'État qui ait causé des déprédations comparables à ceux commandités dans les années 1950 et 1960 par des multinationales comme l'Union Minière (qui opérait au Congo), l'United Fruit Company (qui opérait au Guatemala) ou ITT (active au Chili), n'est pas un argument valide contre le concept d'impérialisme. **L'impérialisme n'est pas une maladie qui pousse à déclencher des coups d'État; c'est le mode même d'existence du capitalisme.**



Jacky Muniello / Soy Migrante

## Quelles sont les alternatives ?

*Dans ce contexte, que peuvent faire les gouvernements progressistes pour se donner de l'espace ? Par exemple, que devrait faire le nouveau gouvernement mexicain pour créer un espace pour un programme de démocratie sociale ? En d'autres termes, quelle politique financière conseillerais-tu dans ce contexte ?*

Je crois que tout gouvernement qui cherche à mener une politique favorable à son peuple devra tôt ou tard introduire un contrôle sur les mouvements de capitaux. La raison en est évidente : soit il devra écouter la voix de la finance, soit celle du peuple. Et s'il choisit ce dernier, il encourra le courroux de la finance, et pour s'en prévenir, il devra contrôler le mouvement des capitaux. Mais je pense qu'un gouvernement comme celui de López Obrador au Mexique, plutôt que de crier sur les toits son intention d'instaurer un contrôle des capitaux, devrait d'abord prendre des mesures en faveur du peuple. Quand la finance s'opposera à cette politique par la fuite des capitaux, il devra imposer un contrôle des capitaux. Autrement dit, les actions du gouvernement seront perçues par tous comme une nécessité face aux caprices de la finance plutôt que le fruit d'une simple démarche idéologique.

*Tu remarques que la mondialisation de la finance demeure bien vivante malgré ce protectionnisme. Comment un gouvernement progressiste peut-il financer un programme alternatif dans cette période prolongée de finance mondialisée ?*

Ici il faut faire une distinction entre la finance et l'épargne. La finance en soi n'est jamais un problème pour un pays, à moins qu'il se lie les mains en supprimant sa Banque centrale (ce qui est le cas des pays de l'Eurozone), ou en lui accordant une entière autonomie, ce qui signifie dans la pratique qu'elle est dirigée par des cadres de banques et de fonds de placement. Tant que la fuite des capitaux est entravée par le contrôle des capitaux et que la Banque Centrale reste sous contrôle démocratique, un gouvernement progressiste n'a pas à affronter de problèmes financiers.

C'est au niveau de l'épargne que se pose le vrai problème, et cette épargne peut être mise à profit par tout gouvernement progressiste désireux d'adopter une politique en faveur des pauvres en taxant les riches, qui sont devenus beaucoup plus riches à cette époque de mondialisation. Dans un pays comme l'Inde, par exemple, où 1 % des foyers possède 60 % de la richesse totale, un taux qui a augmenté de façon dramatique à l'époque des politiques aujourd'hui néolibérales et continue de le faire, il n'existe pratiquement aucune taxe sur la fortune, ce qui est un scandale. La situation est plus ou moins la même dans d'autres pays.

Par conséquent les difficultés que rencontre un gouvernement

progressiste ne proviennent pas des contraintes économiques, *mais de la puissance de l'impérialisme mondial*, qui ne doit pas être vu aujourd'hui simplement comme l'impérialisme US, allemand ou japonais, mais comme l'impérialisme de la finance internationale.



Tricontinental: Institute  
for Social Research *is an  
international, movement-driven  
institution focused on stimulating  
intellectual debate that serves  
people's aspirations.*

Instituto Tricontinental de  
Investigación Social *es una  
institución promovida por los  
movimientos, dedicada a estimular  
el debate intelectual al servicio de  
las aspiraciones populares.*

the **trico**ntinental.org